

Elle veut casser les GAFAM... vraiment ?

Le rejet des GAFAM fait son chemin y compris dans leur fief, aux U.S.A, pourrait-on se réjouir en constatant par exemple que [Google est mis à nu](#) (article en anglais) par le Comité judiciaire du Sénat des États-Unis.

Il est même question à la fin de cet article de protéger par des lois et d'encadrer plus strictement les usages numériques des mineurs. Quelque chose serait-il en train de changer au pays de la libre-entreprise ?

On pourrait de même se réjouir de voir Elizabeth Warren, une candidate démocrate à la présidence et farouche opposante de Trump, publier un appel récent au titre ravageur et programmatique : « [Voici comment nous pouvons briser les Big tech](#) ».

Cependant, comme va l'exposer de façon documentée [Christophe Masutti](#) ci-dessous, il y a loin de la critique des GAFAM qu'elle articule à la remise en question du système libéral qui pourrait en être la conséquence logique...

Casser les GAFAM... et recommencer

par Christophe Masutti

Dans les années 1970, l'économiste américaine [Susan Strange](#) théorisait l'économie politique des États-Unis relativement aux intérêts de marché. Elle démontrait dans ses travaux comment la stabilité économique des États-Unis ne dépendait pas du seul pilier des intérêts territoriaux assurés par leur puissance militaro-financière.

Les jeux se jouaient à la fois sur les marchés intérieurs et extérieurs : conditions d'accès aux marchés, production de produits financiers, investissements et firmes multinationales. Elle identifiait plusieurs couches structurelles sur lesquelles devait reposer toute velléité impérialiste, c'est-à-dire la construction de plusieurs types d'hégémonies. La plupart d'entre elles dépendaient à la fois de grandes entreprises et de l'organisation des créneaux économiques que le pouvoir politique américain était capable de dessiner (imposer) sur le globe.

Aujourd'hui, nous connaissons bien évidemment nombre de ces structures et en particulier les structures de la connaissance, celles qui reposent pour l'essentiel sur les technologies de l'information et de la communication et qui sont maîtrisées en grande partie, voire en totalité, par des firmes américaines. Pour ce qui concerne Internet : Google-Alphabet, Amazon, AT&T, Microsoft, etc. (du côté chinois, le même jeu est en train de se dérouler et il importe de ne pas le perdre de vue).

Les processus qui ont permis l'émergence de ces firmes hégémoniques ne se résument pas uniquement aux pratiques de ces dernières. Leur manque d'éthique, l'organisation savante du vol de nos données personnelles, les implications de cette industrie de la *data* sur nos libertés d'expression, nos vies privées et la démocratie, ne sont pas la recette unique de leur position dominante.

On pourrait éternellement disserter sur ces pratiques, démontrer à quel point elles sont néfastes. Il n'en demeure pas moins que si la situation est telle, c'est parce que des stratégies structurelles sont à l'œuvre. Il s'agit de plusieurs pouvoirs : l'état de guerre permanent orchestré par les États-Unis depuis la fin de la Guerre du Vietnam, la transformation ultra-technologique de l'économie financière, les contraintes de marché imposées aux peuples (et pas seulement ceux des pays défavorisés) par des accords iniques,

et enfin les technologies de l'information (depuis au moins l'histoire naissante des communications câblées, et à travers tout le XX^e siècle). Ces éléments constituent ce que le sociologue et économiste John B. Foster et l'historien des médias Robert W. McChesney appellent le capitalisme de surveillance¹, c'est à dire le résultat de ces stratégies hégémoniques et dont la puissance de surveillance (et donc de contrôle) est assurée par les GAFAM (mais pas seulement).

Il reste néanmoins un point crucial : la question des monopoles. Lorsqu'une économie a tendance à se retrouver sclérosée par quelques monopoles qui assurent à eux seuls de multiples secteurs d'activité (rappelons la multiplicité des activités de Google-Alphabet), et couvrent une grande part des capitaux financiers disponibles au détriment de la dynamique économique², le problème de ces monopoles... c'est que l'économie politique à l'œuvre commence à se voir un peu trop bien.

Quels que soient les partis au pouvoir aux États-Unis, c'est cette politique qui a toujours primé. L'effet de ce conditionnement se fait sentir y compris chez les plus audacieux intellectuels. Les plus prompts à critiquer les pratiques sournoises des GAFAM le feront toujours au nom des libertés des individus, au nom de la vie privée, au nom du droit, mais très peu d'entre eux finissent par reconnaître que, finalement, c'est une critique du capitalisme qu'il faut faire. Y compris, et surtout, une critique des principes politiques qui encouragent les stratégies hégémoniques.

Lorsque le capitalisme et le libéralisme sont considérés comme les seuls systèmes capables de sauvegarder la démocratie, on en vient à des poncifs. Il me revient par exemple ce refrain stupide du milieu des années 1990, où l'on répétait à l'envi que là où McDonald s'installait, la paix s'installait. La démocratie a peu à peu été réduite à la somme des libertés que chacun peut exercer dans un marché capitaliste, c'est-à-dire un marché où les biens finissent toujours par être détenus par

quelques-uns, détenteurs de fait du pouvoir politique.

Cette difficulté à penser la démocratie autrement qu'à travers le prisme libéral, est parfaitement illustrée par le récent ouvrage de Shoshana Zuboff³. Cette dernière démontre avec brio comment les stratégies des Gafam et consorts se révèlent être un hold-up sur nos vies et donc sur la démocratie. Elle décortique de manière méthodique la manière dont ces pratiques modifient nos comportements, modèlent le marché et nous privent de notre autonomie. Comprendre aussi : notre autonomie en tant qu'agents économiques, nos libertés de choix et de positionnement qui font le lit d'une certaine conception d'un marché redistributif fondé sur la concurrence et l'échange. En somme les monopoles cassent ce marché, brisent le contrat social (celui d'Adam Smith plus que celui de Rousseau) et brisent aussi l'équilibre libéral sur lequel est censé reposer un capitalisme qui dure, celui fondé sur la propriété privée, etc.

Peu important finalement les solutions alternatives, y compris libérales, que l'on puisse opposer à ces modèles : si S. Zuboff ne parvient pas à aller au bout de sa démonstration⁴, c'est qu'elle ne critique que les mécanismes économiques et techniques du capitalisme de surveillance et se refuse à admettre qu'il s'agit d'une économie politique dont il faudrait analyser les principes et les remplacer.

Toutes ces considérations pourraient en rester au stade du débat d'idées. Ce n'est pas le cas. Les conceptions politiques qui ont permis justement l'émergence des monopoles américains du Web et leur hégémonie semblent avoir la peau bien plus dure qu'on ne le pensait. Cela alors même que leurs effets sur les libertés sont pointés du doigt. Tout se passe comme si la seule cause à défendre n'était qu'un credo libéral et pas n'importe lequel.

La candidate du parti démocrate , résolument opposée à D.

Trump pour les prochaines élections présidentielles de 2020, publiait récemment par l'intermédiaire de son équipe sur la plateforme *Medium.com* un article au titre apparemment incisif : « [Here's how we can break up Big Tech](#) »⁵ (« Voici comment nous pouvons briser les Big tech »). La guerre au capitalisme de surveillance est-elle officiellement déclarée aux plus hauts niveaux des partis politiques ? Cette ancienne conseillère de B. Obama, dont les positions publiques et acerbes à l'encontre des requins de la finance mondiale lui ont valu une certaine renommée, a-t-elle trouvé le moyen de lutter contre les inégalités sociales et financières que créent les modèles économiques des Big Tech ?

En fait, non. Son texte est l'illustration des principes énoncés ci-dessus même si le constat a le mérite d'être lucide :

Les grandes entreprises technologiques d'aujourd'hui ont trop de pouvoir – trop de pouvoir sur notre économie, notre société et notre démocratie. Elles ont écrasé la concurrence, utilisé nos renseignements personnels à des fins lucratives et faussé les règles du jeu contre tout le monde. Ce faisant, elles ont nui aux petites entreprises et étouffé l'innovation.

À lire Elizabeth Warren, les outils de régulation économique se résument en fait à l'organisation d'un espace concurrentiel libre et non faussé. Son argumentation est intéressante : si les grands monopoles en sont arrivés là, c'est parce, profitant d'un manque de régulation, ils ont roulé les consommateurs. Ces derniers seraient les dindons de la farce, et se retrouvent après tant d'années les instruments involontaires du pouvoir des GAFAM.

Warren Buffett Calls Elizabeth Warren "Angry and Demonizing"

0 Comments / By Elyssa Kirkham / March 2, 2015



On a Monday appearance on CNBC's "Squawk Box," Warren Buffett criticized Elizabeth Warren's hard-line approach for leaving little room for compromise, and said the Massachusetts senator should be "less angry and demonizing."

Elizabeth Warren, qui semble trop agressive au milliardaire Warren Buffet, veut-elle vraiment en finir avec les GAFAM ? Photo [Edward Kimmel](#) (CC BY-SA 2.0)

La posture d'E. Warren est alors très confortable : elle réfute d'emblée l'idée que l'apparition de ces monopoles est le fruit d'une politique hégémonique (celle qui favorisait justement l'apparition de monopoles américains à l'échelle du globe) menée tant par les démocrates que par les conservateurs. Au contraire : c'est sur les individus uniquement, et à leur détriment, que se seraient bâti ces monopoles. Dès lors c'est en libérateur que le parti démocrate pourra intervenir, avec E. Warren à sa tête, pour défaire les liens des individus et leur rendre leur vie privée, leurs droits et, carrément, une vraie démocratie.

Cela dit, comme nous l'avons vu, cette démocratie ne s'exerce

que dans un certain cadre, celui d'une concurrence maîtrisée et juste. Pour E. Warren, il est alors temps de « démanteler Amazon, Facebook et Google », d'une part en durcissant les règles anti-trust (en souvenir d'un âge d'or de la régulation contre les conglomérats) et, d'autre part, en distinguant l'utilitaire des plate-formes (les conditions techniques d'accès, les structures) et les services aux utilisateurs. Les entreprises qui posséderaient l'utilitaire (par exemple un fournisseur d'accès Internet) seraient alors réputées accomplir un service public (qui, au besoin, pourrait très bien être régulé à coup de subventions) et ne pourraient pas posséder les deux faces du modèle économique. Inversement, les entreprises qui assurent des services ne pourraient pas « coincer » les utilisateurs sur leur système.

Il y a deux conclusions que l'on tire de cette proposition de E. Warren. La première, c'est qu'il est désormais acté que les entreprises de la *Tech* sont à même d'accomplir du service d'intérêt public : loin d'être nationalisées, au contraire, de nombreuses solutions pourront toujours être externalisées par les États *en toute confiance* (tout comme Kaa hypnotise le jeune Mowgli) puisque, en théorie, cela ne risquera plus de créer de distorsion de concurrence. L'autre conclusion est que ces nouvelles dispositions n'interviennent évidemment que sur le territoire des États-Unis : on joue là encore sur la régulation des multinationales sur le marché intérieur et dont les effets se feront sentir sur le marché extérieur. Ici il s'agit de multiplier les acteurs, créer des « petits » Gafam qui auront alors l'avantage de se présenter auprès de l'Europe comme des acteurs économiques si différents et à chaque fois pleinement compatibles avec les lois européennes ressenties comme protectionnistes. Il restera cependant que les technologies, elles, demeureront des émanations de l'*American tech*. Certes l'innovation sera moins bridée par les monopoles actuels, mais ces mini-gafam continueront d'assurer l'hégémonie tout en s'inscrivant de manière moins frontale sur les marchés mondiaux face à (ou avec) d'autres géants chinois.

Oui, parfois les libertés individuelles ont bon dos. On peut construire toutes sortes d'argumentations sur cette base, y compris celle qui consiste à rebattre les cartes et recommencer... Si vous voulez vous aussi jouer ce jeu de dupes, signez la [pétition de la Team Warren](#).

1. John Bellamy Foster et Robert W. McChesney, « Surveillance Capitalism. Monopoly-Finance Capital, the Military-Industrial Complex, and the Digital Age », *Monthly Review*, 07/2014, vol. 66. [↵](#)
2. Par exemple, on peut comparer aux États-Unis le nombre de salariés employés par les firmes multinationales de la Silicon Valley, pour des sommets de capitaux financiers jamais atteints jusqu'à présent et le nombre de salariés que l'industrie automobile (plutôt nationale) employait jusqu'à un passé récent. Le résultat n'est pas tant de pointer que les *Big tech* emploient moins de monde (et il y a tout de même une multitude de sous-traitants) mais qu'en réalité l'organisation de cette économie crée des inégalités salariales radicales où les plus qualifiés dans les nœuds monopolistiques concentrent toute la richesse. Les chômeurs laissés pour compte dans cette transformation de l'économie manufacturière en économie de service constituent un déséquilibre évident pour l'économie américaine et qui s'est traduit récemment en crise financière. [↵](#)
3. Shoshana Zuboff, *Das Zeitalter Des ÜberwachungsKapitalismus*, Frankfurt, Campus Verlag, 2018 ; Shoshana Zuboff, *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, New York, Public Affairs, 2019. [↵](#)
4. C'est un peu ce que montre Sébastien Broca dans une lecture critique du livre de S. Zuboff. S. Broca, « [Surveiller et prédire](#) », *La vie des idées*,

07/03/2019.↵

5. Elizabeth Warren, « [Here's how we can break up Big Tech](#) », *Medium.com*, 08/03/2019.↵